

# D<sup>+</sup> CHRONIQUES

2005

<b>TABLE DES MATIERES</b>	 J-M. L.
---------------------------	---

- 1- « **Projet d'un jour, projet de toujours** »
  - *Les jeunes et la citoyenneté.*
- 2- « **Quand la citoyenneté en prend un coup** »
  - *La violence policière.*
- 3- « **Les opinions baladeuses** »
  - *Le silence des médias flamands et le Vlaams Belang.*
- 4- « **Patte blanche pour la Turquie** »
  - *L'adhésion à la Communauté européenne.*
- 5- « **Démocratie cherche moralité** »
  - *Le marché lucratif de la drogue comme soutien au terrorisme.*
- 6- « **La direction se réserve le droit d'entrée** »
  - *La politique d'immigration et multiculturalité.*
- 7- « **L'emploi désactivé** »
  - *L'ouverture de la chasse aux chômeurs.*
- 8- « **Et si la démocratie changeait de peau ?** »
  - *La Belgique et son avenir face à l'offensive des anti-démocrates.*
- 9- « **Belgique-Hollande : 1-0** »
  - *Les aléas de l'intégration au pays batave.*
- 10- « **L'Europe multiculturelle a-t-elle un avenir ?** »
  - *Les revers d'une certaine démocratie.*

## I - « *Projet d'un jour, projet de toujours* »

**D**évelopper la citoyenneté en donnant la parole aux jeunes passe, pour commencer, par une langue qu'ils auraient avantage à mieux maîtriser à tous les niveaux. Cette parole octroyée en priorité aux adolescents et jeunes adultes qui s'investissent au sein d'organisations de jeunesse devrait leur procurer les moyens de dénoncer une certaine incohérence du secteur socioculturel.

•• Du fait d'une mauvaise gestion, d'abord, de préjugés ensuite, les adultes désignent volontiers les « jeunes » comme étant, dans la grande majorité des cas recensés, coupables d'oisiveté, de choix sans fondements, de méfaits divers (drogue, boisson, conduite automobile irresponsable, incivisme,...). Hormis l'indéniable minorité (irrécupérable ?) qui mérite ce jugement, qu'en est-il de l'appréciation de ces mêmes adultes qui ignorent de pointer du doigt un fait concomitant : absence, sinon indigence manifeste de l'encadrement. Certes, la précarité des moyens (matériels ou intellectuels) n'explique ni n'excuse tout.

•• Les jeunes dont fait le moins état la presse sont justement ceux qui s'investissent dans des projets dont ils espèrent plus qu'un caractère occasionnel. Ainsi les « actions comètes » n'ont-ils pas de portée. Sans subsides ni encadrement sérieux ils doivent donc se « prendre en charge ». Comment s'étonner que leurs bonnes volontés soient rapidement gommées sous l'effet de sape précité ?

•• Cela dit, concernant ce même public, un autre souci se déclare parallèlement au premier : l'absence de reconduction, de permanence des projets d'éducation à la citoyenneté. Il faut rappeler qu'une action ponctuelle au sein d'un organisme est vaine dès qu'elle ne se ménage aucun prolongement externe à l'association initiatrice. La citoyenneté doit se pratiquer, se défendre, se développer et se remodeler en symbiose avec la vie extra associative et non uniquement dans le contexte étroit d'une sensibilisation étalée, par exemple, sur deux jours.

•• Le premier projet ou souci d'ordre socioculturel auquel le secteur politique concerné devrait prêter une oreille plus attentive doit être celui de ces jeunes qui balancent entre motivation et découragement. Leur confiance en la politique ne peut ainsi être ébranlée, fut-ce indirectement, sous couvert de prétextes fallacieux. Avant de prétendre pouvoir agir en citoyen il faut y avoir été éduqué autrement que de manière superficielle. Agir de manière civique, citoyenne, doit comprendre le respect en la parole, tant donnée que reçue, de toute personne ou association porteuse de projets intéressants la société entière, fondatrice de la Belgique future.

•• C'est un poncif lassant que celui qui consiste à rappeler encore et toujours qu'une évolution positive et la consolidation d'une mentalité citoyenne ne peuvent qu'être profitable à tous. Cela ne va évidemment pas jusqu'à sous-

entendre pour autant que seule la citoyenneté est à même de résoudre l'ensemble des problèmes soulevés par la vie en communauté urbaine ou rurale. Apprendre à se découvrir, à vivre ensemble autrement qu'en se « supportant parce qu'il le faut bien » ne saurait être intégré en l'espace de quelques jours de stage, comme il est parfois proposé. Les projets éclairs de ce type nuisent à la mise en place d'automatismes bien assimilés bâtis sur un maximum d'expérience et non l'inverse. Place devrait donc être faite, avec priorité, aux programmes éducatifs misant sur le long terme.

•• Le temps dont dispose chaque jeune qui est prêt à en faire le don désintéressé est le premier « subsidé » sur lequel il faut compter. Celui-ci doit être récompensé par l'intérêt et le respect marqué par le niveau politique compétent. Ensuite, la finalité d'une citoyenneté bien comprise doit être perceptible, appuyée par toutes les instances intéressées et mise en place dans les milieux les plus défavorisés.

•• En responsabilisant les publics « à risques » ou en voie de le devenir, en leur rendant une dignité, un rôle prépondérant à leur avenir et en y attachant de l'intérêt sincère et soutenu, les projets de formation à la citoyenneté auront tout leur sens et au moins une chance de plus de montrer que l'autonomie des jeunes sait comptabiliser énergie physique et disponibilité pour trouver son tremplin. Enfin, les hommes politiques devraient avoir à cœur de descendre plus volontiers sur le terrain, sans déléguer leur image de premiers hommes pouvant changer quelque peu la société, après le citoyen.

•• Parmi beaucoup de jeunes se trouvent des citoyens potentiels souhaitant se définir en tant que prolongement individuel et personnalisé défenseur et promoteur des principes de la démocratie. Pour marquer cette évolution espérée, les organismes de jeunesse doivent coordonner leurs énergies afin de montrer à la société et aux hommes politiques qu'il y a encore des jeunes qui savent ce qu'ils veulent faire de leur existence et ce qu'ils souhaitent vivre comme société.



## II - « *Quand la citoyenneté en prend un coup...* »

...**V**ous risquez de récolter quelques coup de matraques sur l'occiput ! Début septembre 2004, le quotidien « Le Soir » relatait qu'un sentiment d'inquiétude naissait par rapport à la fréquence des suicides chez les policiers belges. La cause première supposée étant les conditions de travail pénibles, loin de nous l'idée de contester la validité des conclusions avancées. Par contre, le droit du citoyen le plus légitime, démocratique, consiste à exiger des comptes à n'importe quel représentant de l'ordre qui en vient délibérément - n'ayons pas peur des mots - et avec l'assurance que lui confère son uniforme associée à la « vertu » du serment prêté, à manquer du plus élémentaire respect dû à tout citoyen.



Qu'attend l'homme de la rue d'un policier ? D'abord et avant tout qu'il soit une sorte de « modèle » de civisme ; qu'il représente effectivement plus qu'un symbole pour atteindre une exemplarité à l'attention de tous, une référence en matière de paix civile et pas uniquement le signal d'une possible répression ou d'un pouvoir corrompu.

Sur le terrain, force nous est de constater que nous sommes loin de rencontrer une majorité de policiers auxquels ce label collerait au calot. Même si une minorité n'entrent pas dans la terminologie qui suit, il reste que la majorité (la "fine fleur") fonctionne avec une mentalité, une conscience professionnelle et une déontologie truffées de manques : formation psychologique sommaire, attraction primaire à l'égard du "prestige" de l'uniforme, conviction d'être une manière de fleuron de la justice, aptitudes au dialogue des plus chiches, le tout associé à une violence trop aisément légitimée et facilitée par un serment procurant l'illusion de toute puissance permettant d'outrepasser les droits du citoyen et de l'humilier à bon compte.

Encore une fois, ce genre de mentalité n'est pas le propre de *tous* les policiers, mais il est certain que ce sont souvent, sinon toujours, les mêmes qui vont trop loin.



Tous genres confondus, si les cas d'abus policiers ne sont donc pas rares, on suppose sans effort à quel taux s'élèvent ceux qui demeurent tus par leurs victimes. Ainsi, la frontière entre les « usages techniques normaux » et les bavures est allègrement franchie par certains policiers peu scrupuleux, quasi assurés de leur impunité et d'être "couverts" par leurs collègues.

Tels sont les sentiments classiques qu'éprouvent une majorité d'individus au demeurant présumés innocents de tout délit (exception faite des cas flagrants), dès qu'ils ont affaire à la police en général. La violence policière est vieille comme l'institution ayant dans ses attributions la formation du corps policier. Il faut cependant dénoncer les abus qui, s'ils ne sont pas tous dramatiques, n'en sont pas moins pénibles, anti-conviviaux et révélateurs d'une façon d'agir exécrationnelle qui ne devrait absolument pas être tolérée au sein du pouvoir exécutif.

De par la Loi, à laquelle tout citoyen, quel qu'il soit, demeure en tous temps et en tous lieux assujéti, nul ne peut s'adjuger des droits que cette même Loi lui refuse. C'est le garant de l'intégrité de la Justice, de la démocratie, des libertés et de la confiance que sont en droit d'attendre les représentants d'une nation. Nul n'a le droit d'en venir gratuitement aux grossièretés, aux "gestes professionnels" discriminatifs, au mépris dans des situations qui ne justifient absolument pas ce genre de conduites douteuses, humiliantes, dégradantes. Il s'agit de délits dont se rendent coupables ceux qui s'imaginent investis des pleins pouvoirs - et de l'impunité - par le seul fait de porter un uniforme et une arme.



Les conditions de travail pénibles invoquées, peuvent-elles tout justifier ? Doivent-elles aller jusqu'à ce conclure par un suicide ? S'il est des policiers qui mettent un point d'honneur à adopter une conduite à l'image de citoyens dignes de nom, il en est d'autres qui se plaignent de n'avoir pas la cote auprès du public. En cherchant à qui revient la faute, on songe immédiatement à ces représentants de l'ordre sous-formés qui se retrouvent, à juste titre, sur le banc des accusés. À côtoyer la pègre et les vandales, peut-être finit-on par adopter ses manières et à traiter le premier quidam venu comme du rebus de correctionnelle ?

À la lumière de ces faits on peut en déduire - et déplorer - que la psychologie et la gestion non violente des conflits ne semblent pas être des matières très à l'honneur dans la formation des « gardiens de la paix », pour le malheur de ceux et celles qui, en toute innocence, croisent leur route. Ce faisant, ils deviennent encore moins respectables que les malfrats qu'ils assimilent à la majorité de la population. Une population qui n'a pas à subir les excès antidémocratique de quelques éléments indésirables dans un corps social dont la tâche est de protéger le citoyen, non de le brimer ou le traiter de manière infâmante.

Cette même population tient à rappeler fermement à l'ensemble du corps de police qu'elle n'est en aucun cas au service du pouvoir exécutif et que l'on ne peut plus parler de « police » lorsque celle-ci suppose en filigrane humiliations, brutalités, injustices. Tous faits indignes de la tâche que le législateur lui a confiée en toute confiance.



### III- « *Les opinions baladeuses* »

**Q**ue pense réellement de l'extrême droite le « petit » peuple belge ? Quel crédit accorde-t-il aux sondages de toutes sortes qui l'abreuve de chiffres tantôt rassurants, tantôt inquiétants ? Que pense-t-il de tout ce qui lui est jeté en pâture ; de l'imbroglio permanent qui figure la signature, la quasi norme d'un état de crise dont la fièvre en devient presque banale à mesure qu'elle complexifie la situation ?

**P**our ne prendre qu'un exemple qui concerne la Belgique (entre autres), celui de la lutte contre l'extrême droite, il est manifeste que deux partis de même tendance, l'un au nord et l'autre au sud du pays, se partagent, presque en silence, pour ainsi dire sans action notoire, un succès qui ne doit pourtant rien aux panégyriques pro-démocratiques dont ils pourraient s'enrichir, que du contraire, puisqu'il s'agit du Vlaams Belang et de son frère (presque) jumeau Front National. Qui n'aura peut-être bientôt plus de « national » qu'une pauvre étiquette régionale, si le grand frère flamand se mêle d'aller jusqu'au bout de ses intentions séparatistes.

**L**'échec de la lutte contre l'extrême droite n'est pourtant pas faute d'éduquer l'opinion publique à des choix électoraux plus créatifs, dans le sens d'une ouverture des esprits. Loin s'en faut : quantités d'associations œuvrent sans relâche à la promotion d'une citoyenneté active, responsable. Apparemment en pure perte, puisque jusqu'ici les manœuvres tactiques se sont soldées par un échec révélateur du manque d'assise d'une démocratie qui manque de « punch », d'audace. Par ailleurs, on ne saurait assurer qu'elle fait peur aux partisans du VB puisqu'elle leur permet, justement, d'augmenter le nombre des amateurs d'un parti unique.

**L**a Belgique n'en demeure pas moins l'un des pays les plus stables de l'Europe actuelle. Stable parce que ses abcès linguistiques n'engendrent pas de guerres civiles, comme c'est le cas - et parfois pour des motifs tout aussi secondaires - ailleurs. On vit encore bien, en Belgique, le fait est notable. Tant que cela dure, comme dirait l'autre.

**P**endant ce temps, l'extrême droite acquiert des voix. Elle augmente ses possibilités de présence aux gouvernes du pays. Ce n'est pas bon du tout, d'autant plus que cette progression, bien que lente, demeure constante. Dès lors, comment se fait-il que le bon sens ne s'impose pas d'emblée à un peuple qui a pourtant connu l'invasion allemande et les procédés infects nés de la propagande nazie ? La Belgique a la mémoire qui flanche, pour le moins.

Cela dit, la prolifération des sondages n'engendre-t-elle pas un phénomène double (pour ne pas dire trouble) : l'instauration du doute doublé d'une publicité indirecte ? Certes, l'extrême droite il faut en parler, ne fut-ce que pour savoir en quoi consiste son idéologie truffée d'archaïsmes primaires et décadents.

**M**ais il est d'autres détails qui peuvent nous faire comprendre les tenants et aboutissants du succès de l'extrême droite chez nous. Est-on certains que le VB n'a pas *déjà* conquis, implicitement et d'une manière ou d'une autre, plus de voix et de sièges symboliques que cela ?... Témoin, l'étrange - et combien suspect - silence des journalistes flamands affectés aux colonnes démocratiques de leurs quotidiens respectifs. « Silence » n'est peut-être pas le terme le plus approprié puisqu'il faudrait lui substituer celui de désaffection pure et simple. Autrement dit, qui ne dit mot consent.

**E**n d'autres termes, consentir en douce à ce que le VB gagne du terrain. Il est d'ailleurs connu que si - par on ne sait quelle aberration - ce parti était amené à détenir les clefs du pouvoir, serait aussitôt prohibée la diffusion et l'étude de toute information traitant de l'extrême droite. Du coup, il fait déjà nettement moins bon vivre, au pays de la *Pils*, non ? Jamais aucune menace, explicite ou sous-entendue, ne devrait être prise à la légère...

**E**trange silence, donc, que celui des médias flamands qui ne dénoncent rien, ne se liguent nullement contre les coups de boutoir de la marée brune. Au contraire, mine de rien et soudain soudés devant l'adversité, ils s'alignent sur un front commun. Peut-on parler de complicité à l'élaboration de ce qui constitue une espèce de nouveau mur de la honte qui sépare depuis longtemps le nord et le sud de notre cocagne ? Quoi qu'il en soit, il est des silences dérangeants et pour le moins révélateurs à qui demeure attentif... La guerre de sécession aura-t-elle lieu pour autant ?

**C**omment empêcher que l'actuelle situation poursuive sa lente glissade vers l'obscurantisme si les efforts consentis par les rédacteurs francophones ne sont suivis par aucun soutien néerlandophone ? Ce refus de coopération (comment nommer cela autrement ?) de la part de certains journalistes flamands ne signe-t-il pas de manière flagrante, sinon incontournable, ce qui passe bel et bien pour l'acquis de nouvelles voix au VB, d'une part, et l'assurance que ce parti a bel et bien mainmise sur une part de l'opinion en Flandre ? Avec le score effarant d'un million de voix acquises, on peut en être certain. D'autre part, il demeure difficile de comprendre pourquoi la subsidiation de ce parti n'est pas supprimée. Le jeu politique en Flandre est décidément flou.

**C**e tour d'horizon peu enchanteur s'assombrit d'une chape supplémentaire, avec la tendance que risque de prendre le Front National. En effet, si celui-ci *partage* avec son « homologue » flamand des ambitions aussi peu démocratiques, en cas de prise de pouvoir par le parti flamand, à son tour le FN risquerait assurément de hausser le ton et de prendre par conséquent du poids, côté francophone. Parce qu'il serait hors de question que le FN se laisse un tant soit peu écraser sous la botte blokkienne. Ce vaste programme nous promet donc une animation de mauvais aloi dans la perspective des élections de 2006.

**R**este à conclure qu'il est temps de mettre une muselière à ces partis, en leur coupant les ponts, les vivres, la voix au chapitre et l'accès, si infime soit-il, à un pouvoir quelconque. Il est également urgent de soutenir les partis démocratiques et d'éduquer sur leur terrain les plus jeunes de nos futurs électeurs...les autres étant soit trop vieux pour oser encore croire à la démocratie, soit trop déçu par celle-ci alors qu'ils ne l'ont eux-mêmes peut-

être pas servie comme il convenait de le faire. Enfin, il faut cesser de croire que la démocratie peut tout résoudre et plonger tout un chacun dans un bonheur ineffable pour l'éternité.

*Ayons les yeux en face des trous : sachons reconnaître qu'ailleurs, partout où la démocratie n'a pas droit de cité, la haine, la dictature, la violence, la déliquescence socio-économique sévissent et opèrent des coupes à blanc dans toutes les populations qui se choisissent des « guides » despotiques ou qui, plutôt que de lutter et se faire défendre, préfèrent fuir en masse ces derniers. Si tel n'était pas le cas, l'immigration ne connaîtrait pas les chiffres qu'elle recense aujourd'hui. C'est un signe aussi percutant qu'un point final.*



## IV- « *Patte blanche pour la Turquie* »

**A**dhérer à la communauté européenne...un rêve chéri par la Turquie. Mais le réveil fait plutôt pâle figure et prête moins à sourire lorsqu'on apprend certaines choses. Pourquoi tant de hâte de la part de la Turquie ? Pourquoi la réticence de l'Europe ? L'entrée dans le club d'un pays musulman pose question en regard de l'état actuel de la politique internationale. D'autre part, dans ce pays encore en proie à quantités d'injustices, diverses associations et hommes politiques s'attellent à semer autant que faire se peut les graines de la démocratie. Cela, à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Que les conditions d'adhésion au club des 25 n'ont pas à être « spéciales » concernant un pays comme la Turquie, soit. Mais n'est-il pas normal que la communauté européenne se pose certaines questions, s'inquiète de telle ou telle pratique au demeurant fort éloignée de tout esprit démocratique ? Nul n'est vraiment dupe de ce que l'empressement d'un nouveau candidat à la « Nouvelle Europe » soit avant tout et surtout inspiré par des intérêts financiers qui découlent de l'ouverture des marchés et l'agitation frénétique du secteur industriel censé procurer au commun des mortels l'élixir de la joie perpétuelle et d'une paix bien méritée.

Que ce soit sur le plan religieux, de la justice, du droit des sociétés et des minorités ou encore celui de la politique étrangère, la réciprocité des droits, l'établissement et le respect intégral de ceux-ci selon les normes et conventions ratifiées par la Communauté européenne doivent invariablement devenir une réalité au jour le jour. Seulement, voilà qu'après le « coup de l'adultère » pénalisé, des bruits courent quant à l'extrême propension aux voies de faits gratuites que pratiquerait la police turque à l'égard des citoyens. Ce qui fait faire la grimace à plus d'un observateur étranger. Il y a de quoi.

Selon le ministre de l'Intérieur Abdulkadir Aksu, le pays ferait l'objet de « transformations révolutionnaires ». Celui qui verrait autre chose dans les actes de tortures n'y aurait donc rien compris ? Espérons en tout cas, que les modifications du Code pénal dans le but d'alourdir les peines relatives à la torture ne feront pas leur lit...de mort des pages dudit code.

Tout cela n'est pas encore très encourageant. Car, si une institutionnalisation des principes démocratiques est évidemment le programme souhaité par la CE, la mise en pratique se doit d'être effective dans les plus brefs délais...et bétonnée. D'un côté des dénégations véhémentes, de l'autre des faits. Etrange promiscuité. Seul le temps de réflexion et d'observation judicieuse de la communauté européenne pourra trancher.

Pour l'heure il n'est question que de tenter de dialoguer. La Belgique est d'accord pour entamer des négociations. Pas plus. Car trop de points restent critiques, comme par exemple le refus de reconnaître comme génocide le massacre d'un million d'arméniens durant la guerre 14-18 ; une soudaine célérité à assouplir les lois relatives à l'application des peines criminelles

(resterait encore à appliquer les réformes !) ; l'absence de police judiciaire, puisqu'il est question (tout aussi soudainement, et il était temps !) d'en constituer le corps ; la non-reconnaissance de Chypre ; la non-reconnaissance des droits des minorités (Kurdes, par exemple) ; l'absence d'égalité entre hommes et femmes ; l'absence de liberté d'expression,...

Toutes lacunes juridiques, sociales, politiques qui faisaient jusqu'ici de la Turquie un pays dans lequel il faisait peut-être bon de vivre momentanément en qualité de touriste, et encore. A ce propos, une anecdote des années 70 : un touriste belge, victime d'un banal accident de la route, se retrouva, *manu militari* sous les verrous. Seulement, le choc des véhicules avait causé à notre touriste une blessure grave à la jambe. Faute de soins diligents et élémentaires, ce touriste enfin relâché après quelques semaines (!), est handicapé à vie...

La plus grossière erreur de l'Europe consisterait à accueillir en son sein un état qui n'aurait de démocratique qu'une façade de bonnes intentions.

Ensuite, à l'heure où la Constitution n'est même pas encore ratifiée, est-ce bien le moment d'ouvrir certaines portes à des marchés exclusivement commerciaux et très, très peu sociaux ? A ce train-là, on peut douter de la qualité de la démocratie en Europe. Mais quel genre d'Europe est-on occupé à construire ? Pour vivre quoi ?

Par rapport aux textes de la Constitution et sa ratification, le peuple doit être consulté. Ne fut-ce que parce qu'avant les gouvernements ce sont les peuples qui peuvent faire de l'Europe autre chose qu'une communauté technocratique ; une zone internationale viable et réellement démocratique. L'éloignement du pouvoir dans les sphères européennes entraîne le particulier à anticiper une pseudo-démocratie. Par ailleurs, les sondages (pour ce qu'ils valent réellement), n'affiche pas la désillusion de centaine de milliers de personnes qui ne seront jamais consultées ni n'auront voix au chapitre. Cette Europe qu'on nous prépare ainsi est bancale et le ver se trouve déjà dans le fruit.

Un référendum est nécessaire. Il ne peut faire peur qu'à ceux qui espèrent tirer les marrons chauds d'une coalition mercantile à l'échelon planétaire. Une Europe délibérément marchande ne serait plus qu'une fragile branche sur laquelle nous serions tous juchés et que nous scierions à tour de bras...

L'Europe concerne trop chaque citoyen pour qu'ils abandonnent toutes leurs prérogatives aux politiciens. L'entrée de la Turquie, à coups de chantages et de mesquineries hypocrites, ne doit pas forcément être refusé, mais elle doit être postposée. Les bonnes intentions ne sauraient suffire à établir une confiance qui doit être totale. De plus, dans leur état actuel, les textes de la Constitution comportent trop de points nébuleux, compliqués à l'extrême, sinon abscons. Il n'est pas du tout certain que son acceptation en l'état ferait le bonheur des pays piégés qui la signeront avec un empressement naïf. Pour ne pas faire insulte aux grands hommes politiques qui ont rêvé d'une Europe *d'abord* et surtout sociale, l'Europe doit être *d'abord* l'affaire de ses citoyens. Sans quoi il ne s'agira que d'un marché de dupes ouvert à quantités de troubles.



## V - « *Démocratie cherche moralité* »

*F*aute de blé, mangera-t-on bientôt de l'opium en Afghanistan ? Le marché de l'illusion à prix fort peut faire claquer ses bretelles : les trafiquants brassent tranquillement les dollars. Tant pis s'ils puent la mort. Tant pis si l'étendue des terres arables dévolues aux céréales régresse de manière alarmante (qui se soucie d'ailleurs de l'alarme ? ) et tant pis encore si les paysans soumis parla force ou délibérément complices qui cultivent la fleur du mal font le choix d'un (chétif) profit, discutable s'il en est.

■ Malgré quelques accrocs en définitive routiniers, tout cela fonctionne bien. On n'accuse guère de chômage dans le secteur du paradis artificiel. Plaque tournante de la production mondiale, l'Afghanistan, loin en tête de la devant la Colombie, réduit la démocratie à une espèce politique hors la loi. D'où il ressort que le pays connaît une remarquable indigence qui doit la totalité de son marasme social, sanitaire, scolaire au régime mafieux qui le régente. Si le magot se partage surtout entre laboratoires et distributeurs, les cultivateurs, eux, ne récoltent que la sueur, les courbatures et des besoins de terres de plus en plus pressants.

■ Durant ce temps, des mains des trafiquants l'argent passe aussi dans celles - de mieux en mieux armées, et pour cause - des terroristes. Tout ce gentil petit monde n'ont cure de moralité, d'évolution spirituelle, de commercer de manière saine. Le niveau se situe sous l'aisselle, côté portefeuille. Le reste, tout le reste, est abandonné à son sort. Est sans intérêt. Non rentable. Après la drogue, les mouches.

■ Un parallèle au trafic de drogues en tous genres peut être osé avec quantités d'autres pratiques tout aussi dérangeantes qu'épidémiques (la prostitution, par exemple). Serait-ce uniquement parce qu'à la base du problème existent des clients, que la technique de tentation et de propagation se fait volontiers plus pointue, harcelante ? Ces fameux clients se foutent évidemment pas mal d'alimenter indirectement les caisses secrètes d'armées rebelles et autres mouvements extrémistes suicidaires. Le client ne fonctionne pas au nom d'un dogme, d'une opinion. Il consomme, un point c'est tout. Il n'est en quête que d'une « extase » qui se vouera vite en torture. Pour ces mêmes clients, qu'importe les larmes, le chantage, le sang, la contrainte, la pauvreté et l'injustice, pourvu qu'ils aient l'ivresse...

■ Tant que la dépendance demeurera le plus puissant levier de cette sordide machinerie, la démocratie n'aura pas droit de cité, n'aura aucune chance de faire des petits dans ce pays comme partout ailleurs où sévissent les marchands de bonheurs frelatés et sans lendemains. C'est une infinie lâcheté de corrompre un peuple affaibli dans sa dignité, dans son courage et ses moyens de défense. Alors, faudra-t-il attendre que ce même peuple, acculé à une famine, à une déculturation croissantes, en vienne à goûter du pavot en salade ? Encore faudrait-il que ce dernier fut comestible. Trêve de plaisanterie. Puisque

tout se tient, pour desceller la première pierre du nauséabond empire de la drogue et entraîner son écroulement, une lutte menée étroitement - avec tolérance zéro absolu - doit être menée sérieusement, avec impartialité et puissance. Parce que jusqu'à maintenant nous n'avons fait qu'écailler la muraille de l'empire.

■ Victimes potentielles de l'overdose ou d'attentats divers, il revient aux peuples de prendre leurs responsabilités. Tout comme pour la lutte contre quantité d'autres fléaux, ils doivent s'engager dans des campagnes d'informations et d'éducation. Qu'ils cessent de s'en remettre à une fatalité qui n'existe que dans leur manque de courage. La drogue n'apporte que le mirage du bonheur. Elle ne nourrit pas, n'étanche pas la soif de liberté et justice. A prix fort, elle se limite misérablement à promettre aux naïfs d'échapper à ce monde de douleurs et d'injustices. Promesse qu'elle ne saurait tenir. Promesse qui dissimule une triste suite : le pathétique d'une lente dépravation ; d'une dégradation sûre vers un esclavage pitoyable.

■ Que ceux qui songent à s'adonner à la drogue cessent de vouloir échapper - en rêve - à ce monde qui, estiment-ils à tort ou à raison, les accable. Qu'ils le changent. Non en enrichissant ceux qui jamais ne se drogueraient. Non à coups d'attentats, de bombes, d'enlèvements (on a déjà essayé, ça ne fonctionne évidemment pas !). Qu'ils se donnent les moyens d'y parvenir, en commençant par dire « non » à ces drogues qui ne sont que simulacres de solutions. Qu'ils commencent par écouter, lire tout ce qui se dit, s'écrit à propos des drames qui touchent les drogués et leurs familles. Qu'ils reconnaissent leur faiblesse et leur piètre courage (la drogue n'en apporte pas plus). Qu'ils consentent à apprendre dès l'école, en parallèle aux modes de vie sains, les rudiments de la citoyenneté, de la démocratie.

■ Par ailleurs, que les gouvernants consentent à reconnaître qu'un pays qui produit, vend, consomme de la drogue en masse et en inonde la planète, ne peut connaître paix et prospérité. Là où la drogue sévit, la démocratie est étouffée sous la violence, la dictature en col et cravate, la haine sponsorisée et un retour vers les âges les plus embryonnaires de l'intelligence.

■ Il y a pas moins d'héroïsme, de bonheur, d'avenir et d'honneur dans le refus d'une complicité avec le monde de la drogue, qu'il ne saurait y en avoir dans sa consommation ou sa vente. À partir de là, plus besoin de promesses, de faux plaisirs, mais des actes. Des exemples résolument *moraux*. Car la morale - option jetée avec mépris aux orties et dont on se rit comme jamais en ce siècle de tueries et d'inepties (beau paradoxe), est bien ce qui fait le plus cruellement défaut à notre humanité en délire.



## VI - « LA DIRECTION SE RESERVE LE DROIT D'ENTREE »

\* Pour quelle raison les partis flamands ne tirent-ils pas à boulets rouges sur le parti d'extrême droite qui ne cesse de faire parler de lui en Flandre ? Pour quelques fauteuils de plus à la Chambre ? Pour quelques louches financements ? La progression lente mais constante du Vlaams Blok place celui-ci en tête de peloton des partis, en fonction du nombre d'électeurs. On n'ignore plus aujourd'hui ce qui peut motiver un vote « brun », ni quel type de population semble lui porter ses faveurs et abandonner potentiellement sa démocratie.

\* Il n'y a pourtant pas que l'inconnu qui soit susceptible de faire peur. Nous sommes entrés dans une ère de bouleversements ethniques rapides. Mieux informé qu'auparavant, il est d'autant moins compréhensible que la peur du petit bourgeois invoquée dans les conclusions d'enquêtes demeure invariable. Le malaise perdure en proportion croissante avec le climat politique mondial. Ce qui n'arrange rien pour réduire les croyances et les partis pris.

\* Le taux migratoire grimpe en flèche un peu partout. L'Europe, elle, n'a rien trouvé que de projeter d'« hermétiser » ses frontières et de refouler dans de vagues « centres d'accueils » les candidats à l'émigration indésirables. Club privé ! On voit d'ici la pléthore de faux centre-vrais camps qu'engendrera cette mentalité tout à fait digne d'une Europe simplement, banalement marchande... Cette Europe-là n'est qu'une sinistre comédie, une pâle copie des USA dont la démocratie, la vraie (!) à tout à craindre.

\* Il n'y a pas d'antécédents à la fréquence migratoire actuelle. Le phénomène est neuf et on se demande où et comment il s'arrêtera. Car le bon sens devrait nous donner le courage de dire - tel quel - qu'il n'est pas possible d'accueillir tout le monde, de loger tout le monde ni d'offrir une existence "dorée" à tout un chacun. À rêver un genre de vie made in Europe, à supposer que la démocratie qui y sévit est exemplaire, il y a loin de la coupe aux lèvres. Il y a certainement mieux à faire. Par exemple pacifier et démocratiser les régions du monde qui ne le sont pas. Porter aide et assistance, éducation et soutien technique compris, aux gouvernements belliqueux, sous peine de boycott intégral.

\* L'Europe n'est après tout qu'un mot. Ce n'est pas un pays. Tout au plus une moitié du monde qui tente de se rendre crédible à l'autre moitié. Le charme du monde réside en ce qu'il offre une diversité là où elle est apparue, là où elle s'est adaptée et développée. En s'exportant, elle s'affadit, se banalise. Ce n'est pas autrement que se retrouve alors partout les mêmes voitures, les mêmes maisons, les mêmes vêtements, les mêmes modes, etc. On n'est alors pas loin du « meilleur des mondes »... L'immigration n'est certainement pas une solution pour apporter paix et équilibre dans le monde. Le plus abject est que les fauteurs de troubles, les coupables de génocides, en col et cravate, vivent toujours - ou à peu près - s'installant dans des procès interminables, demeurant en attendant impunis, osant aller jusqu'à crier à l'innocence. A

cause de tels hommes (qui ont trouvé des électeurs pour les hisser au pouvoir d'anéantir) des marées humaines se sont mises branle.

\* Pour fuir l'iniquité, l'horreur, la pauvreté, les crimes odieux dont sont responsables ces poignées d'inhumains qui dorment toujours sur leurs deux oreilles. Ces quelques rares captifs désignés comme premiers responsables ont pourtant des milliers de complices qui sont retrouvés dans l'ombre de leur misérable existence. Attendant sans doute un retournement de situation pour ressurgir au grand jour et offrir une « nouvelle tournée »...

\* Chez nous, face à l'arrivée de nouveaux venus, le gouvernement pressé par le secteur associatif, exhorte sans cesse les citoyens à un meilleur accueil des immigrants. Les médias sont inondés de messages appelant à une multiculturalité de bon aloi. Seulement, si tout le monde est égal, tout le monde est et reste différent. Il est à remarquer que partout ailleurs où le « multiculturel » n'est pas, le rejet des différences est patent. Les plus fiévreux mènent aux conflits armés. Cela depuis la nuit des temps. Même dans les zones pacifiées, « calmes », paraissant uniquement préoccupées par d'autres problèmes couve de manière douce mais néanmoins visible l'établissement de frontières discrètes, marquées, insistantes, délibérées.

\* Impossible d'être « conforme » au monde entier. Donc si le quidam ne s'adapte pas, il vire bouc émissaire, tête de turc. Il ne suffit, pour s'en rendre compte, que d'investir un lieu, un groupe, quel qu'il soit, pour que se marquent des affinités mais aussi des rejets. L'« échelon » ethnique y est-il donc vraiment pour beaucoup ? Entre en ligne de compte un peu tout et rien : l'appartenance dogmatique, le niveau social, la souche culturelle, le degré d'instruction,... Nous ne sommes QUE différences. Aucune campagne de sensibilisation ou d'éducation ne pourra jamais totalement endiguer l'indifférence, le rejet ou le mépris qui peut découler de la différence.

\* Il faut reconnaître et admettre – comme à l'instar d'un phénomène parfaitement observable chez toutes les espèces animales évoluées – chaque groupe humain instaure dans son environnement privé ou social ses propres règles, us et coutumes de coexistence. Tout individu extérieur, normalement étranger à ces règles passe par un temps de probation, durant le quel soit il s'adapte en incluant dans ses propres modes de fonctionnement les principes d'"harmonie" du groupe, soit il s'en exclut lui-même ou est exclu par le groupe s'il ne s'acclimate pas.

\* Si, à terme l'élément extérieur, s'il peut apporter une certaine remise en question de l'approche de la différence et de ce qui fonde le rejet, il est rare que le bouleversement soit de taille à modifier de fond en comble les fondements de traditions séculaires, basés sur la culture, l'évolution technologique, l'esprit de cohésion, le mode de compréhension du monde et l'implication socioculturelle et scientifique dans la société. Sans oublier l'impact de la dimension religieuse, qui prend une part parfois très grande dans le vécu quotidien des certains groupes humains. Avec toutes les conséquences que cela peut induire, lorsque les mentalités demeurent obstinément figées dans des valeurs qui concordent peu avec l'évolution politique et sociale de l'espèce humaine.

\* Le signe le plus clair du rejet de la différence est l'adhésion, entre autres, aux partis populistes vantant la valeur exclusive de l'unicité (politique, culturelle, religieuse, ethnique, linguistique). Ce genre de parti met la démocratie et sa célébration des vertus du multiculturalisme au pied d'un mur dont le

franchissement ne s'annonce pas dans un avenir proche. La lutte engagée, les efforts consentis par des personnalités politiques qui se vouent avec acharnement à la défense des libertés souligne leur refus d'un retour vers une société « épurée » de toute différence et de tout « envahissement ».

\* Cela dit, la multi-culturalité - dans le sens d'un système viable de société - existe-t-elle vraiment à tous les niveaux de notre société ? Probablement pas. Ne nous leurrions pas. Lorsqu'on sait que l'être humain présente une étonnante faculté d'adaptation à (presque) tout, il apparaît que la plupart des civilisations ont donné maints exemples de rejets, de tentatives d'épuration et de domination.

\* Invariablement, hormis les troubles et événements guerriers inhérents à la recherche de nouveaux territoires et richesses diverses, ce sont la plupart du temps des questions d'ordre religieux ou de modes de vie (et l'un ne va souvent pas sans l'autre) qui sont à l'origine des pires massacres. S'il n'est pas ici question de sous-entendre que la religion est cause de tous les malheurs de la planète, force est de nous rendre à l'évidence que ce sont bel et bien les différences et la multiplicité des dogmes, des mentalités, des valeurs et des ambitions qui mènent un groupe constitué sur des bases communes au rejet de l'« anormalité ».



## VII - « *L'emploi désactivé* »

► L'entêtement à désigner du doigt les chômeurs comme étant une somme de profiteurs du système devient de plus en plus invivable. D'abord pour les premiers concernés puisque l'Onem ne parvient pas à gérer sa politique autrement qu'à coups d'amalgames et de sanctions pour le moins moyenâgeuses. Invivable aussi pour ceux qui craignent que la démocratie ne finisse par subir les conséquences de la réglementation du chômage.

■

N'est-il pas évident que certaines institutions abusent de leur pouvoir et ce, d'autant plus que la situation devient critique ? C'est détenir beaucoup trop de pouvoir que de se prétendre à même de juger, sanctionner, harceler, poursuivre une majorité de personnes sans emplois mais qui ne demandent qu'à en trouver.

■

Vivre, tout simplement vivre, voire survivre lorsque l'on passe sous les fourches caudines de l'Onem, revient aujourd'hui à expérimenter une injuste, une intolérable punition. Comment peut-on avoir l'audace de pointer du doigt des individus démunis de tout espoir d'accéder au travail alors que ceux-là même qui condamnent savent pertinemment que le marché de l'emploi est totalement incapable de procurer un emploi aux milliers de chômeurs. Et que faut-on encore du droit au choix ? Du droit à une occupation lucrative décente ? Lorsque ces droits sont refusés, peut-on décidément encore inscrire, sans rougir, notre pays au nombre des nations démocrates ?

■

Les allées et venues de millions de gens, en Europe, depuis la fin de la guerre 40-45, n'a pas apporté qu'un essor culturel et économique. C'est qu'il faut reconnaître la gageure qu'est l'intention de loger et mettre au travail toute cette population. Ou alors il faut reconnaître que l'émigration à outrance n'apportera pas toutes les solutions à la politique européenne en matière d'emploi et de logement...

■

Parenthèse : on sait que le rapatriement d'argent sert des causes parmi les plus humaines. Il demeure néanmoins que cet argent disparaît ailleurs, sans que depuis le pays d'envoi l'Etat puisse en prélever une contribution.

■

Le comble du non-sens : plus le chômage s'accroît, plus on stigmatise ceux qui en souffrent les premiers ! Ce non-sens devrait faire honte à ceux et celles qui prétendent ainsi récolter des chiffres destinés à optimiser l'opinion et le milieu industriel et politique. La plupart des sondages ne valent guère que pour l'anecdote. À l'opposé d'une consultation populaire obligatoire - ce qui serait des plus souhaitables en ce qui concerne la Constitution européenne - jamais sondage n'a pu réellement démontrer l'état d'esprit exact, la valeur effective de l'opinion publique. Toutes ces manœuvres médiatiques finissent par se fondre dans un courant de désinformation qui rend plus obscures et invérifiables des données soi-disant "réfléchies" par les faits ou les mentalités. Ce genre de miroir déformant devrait être brisé.

■

Et puisqu'il n'est question que de sanction, pour quelle raison les prometteurs d'emplois impossibles n'en mériteraient-ils pas autant ? Dans certaines zones du pays, le "marché" de l'emploi n'est qu'une zone sinistrée. Irrespect de la personne, exclusion, les bannis du travail ne risquent pas de couler des jours heureux avant longtemps. À coups de locutions ambiguës, de manœuvres hypocrites, le cabinet espère faire des chiffres. Comment ne pas juger grossier, inadapté, inconséquent, le projet de "suivre" des personnes (et ce jusqu'à moins de 50 ans), alors que des milliers de jeunes sortant des écoles n'ont pour toutes perspectives qu'aller illico "pointer" ? Joli début de carrière dans les méandres d'un Etat répressif qui colore étrangement sa démocratie.

■

En matière de plan d'«accompagnement», la Belgique a encore beaucoup à apprendre. Peut-être, par exemple, des Pays-Bas. Plutôt que de brandir une panoplie de menaces ; plutôt que d'adopter une politique répressive, menaçante, on y développe un mode d'accompagnement qui tient d'abord et surtout compte de l'état réel du taux d'emplois disponibles, des aptitudes et affinités des candidats à aux dits emplois. Les formations qui leurs sont proposées vont dans le sens d'un accroissement de leurs compétences, tout en visant le plus haut possible. Les préoccupations premières ne vont certainement pas dans le sens d'une recherche de chiffres destinés à faire oublier aux sans emploi certaines promesses ou à leur faire prendre des vessies pour des lanternes.

■

Lorsqu'il n'y a manifestement pas de travail pour tous, est-ce vraiment social, démocratique, logique, sensé de punir, d'exclure, de mettre des familles entières dans des situations critiques d'isolement ou d'exclusion ; de les conduire parfois au seuil de la délinquance, du désespoir, de l'asocialité tout en niant leurs droits fondamentaux ? L'adhésion probable de la Turquie à la communauté européenne, contribuera évidemment à encourager l'immigration d'au moins pour cent de sa population. De quoi encore allonger les files de chômeurs aux joyeux et humiliants bureaux de pointage... Plus une personne est amenée à vivre avec un budget atteignant le seuil de pauvreté, plus sa

marginalité, son exclusion sociale et culturelle risquent de s'accroître. Lorsque l'on apprend que dans la plupart des pays candidats à l'Union Européenne le taux de chômage est élevé, on devine vers quelle genre d'Europe sociale nous naviguons et la teneur de l'avenir que les pays d'accueil pourront offrir aux nouveaux migrants.

■

Certes, des réactions de protestations ont eu lieu au sein du personnel de l'Onem, contre le harcèlement inique opéré vis-à-vis des personnes sans emploi. Une minorité, bien sûr. Si une manifestation a même été organisée, elle n'a rassemblé que quelques centaines de concernés (on se demande tout de même où étaient tous les milliers d'autres...) Résultat : à l'heure où partout en Europe on œuvre à une amélioration impérieuse, urgente du confort social des futurs citoyens des Etats-Unis d'Europe, le gouvernement belge, lui, ne prétend pas revoir sa politique. Sera-t-il capable d'en prévoir et d'en subir les conséquences, à court et long terme ?



## VIII - « *Et si la démocratie changeait de peau ?* »

**L'**interdiction de financement des partis extrémistes n'est pas en bonne santé. Lutter contre les partis opposés à la démocratie met la démocratie au pied du mur. Depuis le temps que les démocrates gémissent, se plaignent que le parterre politique ne parvient pas à endiguer la marée brune, peut-être serait-il effectivement temps, comme l'a notamment suggéré Anne-Marie Lizin d'innover, de mettre en branle, d'abord dans les textes, ensuite sur le terrain, une démocratie qui préciserait mieux les limites et les pouvoirs dans lesquelles elle est serait capable de fonctionner.

---

Le souci premier du nord du pays n'est apparemment pas le même. On ne voit pas plus comment la création d'un parti unique - en supposant la chose possible - ralentirait l'offensive belangienne. Y noyer un million des électeurs du VB suffirait-il vraiment à les faire disparaître ? Dans l'état d'esprit actuel de la Flandre, gageons que non. C'est un parti unique qui ferait les beaux jours du nord, mais sous la patte du lion noir extrémiste, dictatorial en plein. Sans compter le danger évident - si la victoire ne revenait pas au VB - que risquerait toujours de générer la suppression de toute autre couleur politique.

---

La séparation est l'un des plus vif souhait nourrit par une frange francophobe du pays. C'est le même rêve dans lequel naviguent d'autres petits partis, peu dérangeants jusqu'à présent. Il va de soi que mieux vaut se séparer que de vivre en (très) mauvaise entente. La bombe est amorcée depuis longtemps déjà et viendra peut-être le moment de la lancer. Reste que Bruxelles constitue le nœud gordien du problème. Une autre erreur aura peut-être été de désigner Bruxelles comme "capitale de l'Europe", plutôt que Strasbourg. Car, l'histoire nous l'a mainte fois démontré, l'opposition persiste, perdure et lutte elle aussi, avec la dernière énergie à faire valoir ses idées et exécuter son plan.

---

Tôt ou tard, la séparation aura lieu. L'idée a été trop loin, les forces engagées apparaissent trop déterminées pour que ce projet capote au gré de palabres et manœuvres politiques molles. Voilà pourquoi, avec les radicaux, il faut être radical. Voilà donc pourquoi est aujourd'hui émise la proposition d'une "nouvelle constitution de la démocratie". Ce changement de peau risque tout aussi bien de faire accélérer le processus de scission et de donner encore plus d'énergie et de détermination aux anti-belges.

## IX - « Belgique-Hollande : 1-0 »

Sans jouer la grande scène de « May day politic » l'étude du phénomène migratoire durant ces dernières années met sous la loupe des observateurs que l'afflux croissant de personnes partageant le désir de vivre sous d'autres cieux du pays d'origine n'a pu être ni préparée ni anticipée. Qu'on l'admette ou non, les problèmes « logistiques », financiers et culturels que connaissent les pays d'accueil depuis plus de cinq ans ont fait se lever certaines voix, parfois issues de la première génération d'immigrés, pour tenter de démystifier le caractère « suspect », « dangereux », « inquiétant » de l'immigré. Le succès de la plupart des actions menées - en dehors de certains projets de loi - en est plus que tiède.

L'intégration aux Pays-Bas donne de la bande, ce dont la Belgique peut tirer d'excellentes leçons. A quoi ce problème est-il dû ? Selon les études menées depuis plusieurs années une série de facteurs entrent en ligne de compte pour constituer le « toboggan de l'exclusion ». Le départ est doux : un retard qu'accuse le secteur de l'enseignement fondamental, qui accélère donc vers l'enseignement technique ou professionnel, souvent voisin de palier de l'ignorance, lorsque ce n'est pas le refus primaire des valeurs du pays d'accueil. L'absence de qualification via le chômage, mène à la vitesse supérieure : « réclusion » en ghetto, mariages mixtes ratés. À partir de là, difficile de freiner : délinquance, refuge dans le fondamentalisme, homophobie,...

Plus de trente années de politique tolérante à la manière hollandaise, n'ont donc entraîné que peu, très peu de résultats probants. Le climat actuel ne porte pas à la joie puisque la multiculturalité laisse peu de place à l'espoir. La conséquence étant un durcissement par rapport aux intégrismes, une colère exprimée de plus en plus ouvertement par rapport aux attentats, à la violence, au refus d'intégration, au refus des valeurs occidentales parfois affiché. D'où racisme bi-latéral. L'immigration, vue sous cet angle, ravit de moins en moins la population autochtone du plat pays. Quelque chose doit changer. Immanquablement, à court ou moyen terme, quelque chose va, en tout cas, se passer.

Nous devons reconnaître l'incidence majeure, relativement néfaste, d'une inconnue culturelle : ce que nous pourrions appeler *macédonisme* ou multiculturalité de façade. Une toquade. La multiculturalité, pour ne pas figurer qu'un vocable passe-partout dont se gargarisent à plaisir les thuriféraires de la nouvelle société moderne,

implique que la société assimile peu à peu les différences de tous ordres émanant d'ethnies auparavant étrangères au site sur lequel elles s'établissent. Cette multiculturalité impose, lorsqu'elle est vécue et comprise comme vecteur démocratique, que des échanges réels voient le jour, dans l'espace, des les mots, dans les contacts, réflexions et créations. Une multiculturalité qui ne souffre pas le mot « tolérance » dans une acceptation fataliste ou indifférente.

Or, il apparaît que nous ne vivons qu'un « mélange » des genres, un salmigondis plus contraint que réellement convivial. Sans doute n'en sommes-nous qu'aux premiers balbutiements de la multiculturalité, du partage de nos richesses. Dans son sens le plus digne et progressiste, la multiculturalité ne se vérifiera viable qu'à la condition que chaque culture se reconnaisse un tant soi peu dans les autres. Nous sommes encore loin de ce projet.

Les principes fondateurs de la démocratie doivent faire émerger dans l'univers social, politique et culturel une attitude, un langage, une réflexion fondamentalement démocratique qui exclue tout parti pris ou projet à visée uniquement personnelle. Plus prosaïquement, le respect se mérite. La démocratie doit faire ses preuves au quotidien. De la même manière celui qui en bénéficie doit lui apporter sa « contribution », sous peine de frelater un « capital démocratie » fragile qui ne saurait continuer à souffrir que des exigences et des revendications. En démocratie, chaque culture qui partage un espace commun doit quelque chose à sa voisine. C'est par ce partage convivial des « biens moraux » et une législation saine dénuée de toute intention de domination que la confiance et l'honnêteté pourront faire reculer les mentalités racistes, fondamentalistes.

Pour en revenir aux pays d'accueil en difficulté, s'il faut passer par l'élaboration d'un « contrat d'insertion », ce dernier doit être pris par les intéressés comme significative d'une volonté pacifiante, non comme une vexation. À l'opposé, il est évident que la violence devra être troquée contre le dialogue. Il faut véritablement désarmer, à son stade initial, toute velléité antidémocratique. Car plus seront perpétrés des actes « désespérés » ou provocateurs, plus le système répressif durcira ses stratégies. En l'absence d'un travail de fond à tous les degrés de pouvoir, le multiculturalisme ne rassemblera que quelques vaticinateurs, autant de dupes pétris de bonne volonté mais impuissants, au gré d'actions « de surface ». Si la multiculturalité ne devient pas un projet commun, un enseignement tenace et poursuivi, alors nous ne sommes pas loin d'entrer dans un âge noir.



## X - « *L'Europe multiculturelle a-t-elle un avenir ?* »

L'avenir de la Belgique semble chaotique. Les divisions qui s'élargissent sont fondées, surtout du côté flamand, sur des revendications passéistes qui ne tiennent aucun compte de la situation sociale et économique du pays. Le Nord, économiquement parlant, se porte bien, alors pourquoi tant de velléité à mettre le haro sur les francophones ? Le séparatisme ne cesse d'envahir l'esprit des gens du nord alors que parmi eux des fractions de la population commencent à ne plus du tout adhérer à une certaine tendance nationaliste. Nous ne vivons en sommes que l'un des multiples actes de cette mauvaise pièce belge chahutée depuis la fondation du royaume. Autant dire que cela commence mal pour un pays qui se veut capitale de l'Europe, projet qui, lui-même, est encore loin de réunir l'approbation générale, étant donné que l'Europe prédigérée que l'on nous sert sur un plateau ne fera les beaux jours que des technocrates, comme d'habitude...

Il y a soixante ans, après des années de lutte sans merci ; après le sacrifice de milliers de combattants sur d'autres fronts, les plages normandes du jour « J » allaient devenir, pour plusieurs milliers de soldats américains, leur tombe. Le bilan de cette seule journée fut effroyable... Mais le nazisme allait enfin mettre genou en terre. La démocratie pouvait enfin relever la tête.

Le temps passant, n'oublions-nous pas un peu rapidement pourquoi ces hommes, ces femmes (notamment dans la résistance) donnèrent leur vie durant ce conflit ? *D'abord et surtout* afin que nous puissions - nous tous - vivions en paix. Ce qui est plus ou moins raté, soit, puisque la guerre n'a jamais tout à fait cessé, sur la planète. Ensuite pour bouter l'envahisseur ; celui qui niait la valeur de la culture autre que « nationale » ; celui qui rêvait d'un monde uniforme, aseptisé à jamais (!) de toute marginalité, de toute « déviance ».

La plus grande boucherie de tous les temps ne pouvait laisser derrière elle un monde aussi macabre, aussi utopique. C'est pourquoi, aujourd'hui, il est d'autant plus intolérable que des hommes d'Etat et leurs complices tentent encore et toujours de faire plier l'une ou l'autre nation sous leurs bottes. Les pays libérés doivent défendre les pays opprimés. Quel qu'en soit le prix. Sinon, une volonté « noire », réductrice, risque de s'étendre aux mentalités les plus faibles, les plus corrompues, pour finalement atteindre les blocs pacifiés.

S'établir en démocratie revient à vivre « à l'américaine » (qui crachera sur le confort que ce mode d'existence apporte à chacun d'entre-nous ?). Ce qui ne se résume pas à clamer haut et fort que chaque citoyen démocrate adhère en tous points à la politique de ses dirigeants, loin s'en faut.

« Soixante ans après », la démocratie se porte-t-elle mieux, en Belgique et ailleurs ? Rien n'est moins certain. Ce n'est probablement pas faute des valeurs que s'échine à véhiculer la démocratie. Le problème majeur réside dans le taux de liberté et de tolérance que les formations démocratiques entendent concéder aux peuples qui voudraient goûter à ce régime dans cette période de notre Histoire fort secouée par le terrorisme, le rejet des devoirs, le prosélytisme religieux et la violence banalisée d'un horizon à l'autre du monde. Phénomènes qui impliqueront, à moyen ou long terme, une nécessaire refonte de certains modes de vie, de mentalités et de gestions sociale et politique des pays qui claquent la porte au nez à tout obscurantisme néolithique.









